

Votre expert en installation  
de téléphones cellulaires

Aujourd'hui: Généralement nuageux, quelques averses  
Minimum 14° Maximum 24°  
Demain: Généralement nuageux DÉTAILS PAGE E 20

LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE

• MONTREAL, SAMEDI 9 JUIN 1990

106<sup>e</sup> ANNÉE N° 226

196 PAGES, 14 CAHIERS

îles de La Madeleine: 2 00

1 25 \$

Aujourd'hui

# C'est presque réglé

Cinéma



**C 1** La vague Nikita

Arts et Spectacles



**D 1** Léo Ferre revient à l'automne

Vacances-Voyage



**I 1** Au pays des koalas

Plus



**B 4** Désarmer les contras!

Sommaire

annonces classées	
immobilier	E 1 à E 14
marchandises	E 14, E 15
emplois	E 15 à E 19, G 2 à G 6
automobiles	G 6, H 9, H 10
propositions d'affaires	F 6
arts & spc.	cahiers C, D, K
horaires	C 6
avis	H 11, H 12, H 15
Bandes dessinées	M 8
Bridge, Echecs, Timbres	I 10
Carr. et prof.	cahiers L et M
Cinéma	cahier C
Décès	H 14, H 15
Economie	cahier F
Encans	H 12, H 13
Êtes-vous observateur?	E 5
Feuilleton	M 7
Habitat	cahier J
Horoscope	M 7
Le monde	A 18
Loteries	A 4
Maisons d'enseig.	A 14
Mots croisés	H 9, M 7
• Mot mystère •	E 12
Restaurants	K 4 à K 6
Sports	H 1 à H 8

MAURICE JANNARD

du bureau de La Presse

OTTAWA

Les premiers ministres finaliseront aujourd'hui les détails d'une entente qui permettra de ratifier l'Accord du lac Meech par toutes les provinces d'ici le 23 juin.

Au moment d'aller sous presse ce matin, les premiers ministres étaient toujours en réunion. «Ce n'est pas marché conclu encore, mais nous y arriverons», ont déclaré des représentants du gouvernement fédéral et celui du Québec.

Le tout a débloqué quand le premier ministre Brian Mulroney a convoqué ses ho-

mologues des provinces pour leur présenter une proposition dite finale et globale. Ce plan de sauvetage qualifié d'ultime chance a été présenté par M. Mulroney comme «à prendre ou à laisser». Ceux-ci auront aussi une nuit de plus pour y penser car la réunion prendra fin devant les caméras de télévision aujourd'hui.

Le plan de sauvetage fédéral a reçu un bon coup de pouce de la part du premier ministre de l'Ontario, David Peterson. A la dernière minute, M. Peterson a offert de réduire de 24 à 18 le nombre de sièges dans sa province; le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse ont diminué leur représentation de deux chacun.

La nouvelle composition surviendra seulement si une commission spéciale sur la

reforme du Sénat n'a pas abouti à un accord unanime dans cinq ans.

Le dernier dossier discute a été celui de la société distincte, Terre-Neuve et le Manitoba s'y opposant toujours. Gary Filmon, qui dirige un gouvernement minoritaire, devait encore consulter la libérale Sharon Carstairs et le néo-démocrate Gary Doer.

Le projet de M. Mulroney contient peu de pages, a dit à *La Presse* un de ses collaborateurs. Un premier paragraphe stipule que les provinces doivent avoir ratifié l'Accord du lac Meech pour le 23 juin.

Un deuxième article précise les dossiers qui seront abordés lors d'une deuxième ronde de négociations constitutionnelles. Enfin, un troisième paragraphe énumère

les préoccupations des provinces recalibrées concernant les droits des autochtones, des communautés ethniques et des résidents du Nord.

Dans ce dernier cas, il s'agit de la clause dite Canada, mais elle n'aurait pas de valeur juridique, ce que Wells et Filmon ont accepté in extremis.

Joe Ghiz, de l'Île-du-Prince-Édouard, a résumé la pensée de plusieurs collègues quand il a affirmé que si le Manitoba avait été dirigé par un gouvernement majoritaire, les premiers ministres auraient en poche un accord depuis deux jours. La libérale Sharon Carstairs et le néo-démocrate

VOIR RÈGLE EN A 2

## Québec sauve les meubles

DENIS LESSARD

OTTAWA

Le gouvernement du Québec est d'accord avec l'ultime proposition faite hier par le gouvernement fédéral pour rescaper l'Accord du lac Meech.

Québec estime avoir sauvé les meubles et n'avoir rien eu à céder par rapport à ses positions de départ, a déclaré un conseiller du premier ministre Bourassa au moment d'aller sous presse ce matin.

«Si Meech est adopté le Québec choisit la voie canadienne avec plaisir», a ajouté le bras droit du premier ministre Bourassa, une évocation de «l'honneur et l'enthousiasme» qui devaient présider il y a trois ans à l'opération de rapatriement du Québec dans la constitution.

Alors que la réunion se poursuivait encore entre les premiers ministres, Québec parlait d'une «quasi certitude» d'entente aujourd'hui.

Les provinces s'entendent pour adopter l'entente sans amendements.

La réaction «généreuse» de David Peterson, qui a offert de réduire de 24 à 18 le nombre de sièges de l'Ontario au Sénat, a fait tourner le vent sur un débat laborieux, hier soir, a reconnaît la délégation du Québec.

Québec conserve son droit de veto sur la réforme du Sénat et préserve son poids relatif en nombre de siège dans la Chambre haute. Il conserve 24 sièges sur 104.

Selon des informations venant du Québec, de l'Ontario et de

VOIR QUEBEC EN A 2

## Autres informations en page G 1



Le premier ministre du Québec, Robert Bourassa, et son homologue de Terre-Neuve, Clyde Wells, n'étaient qu'à un pas l'un de l'autre, du moins physiquement, lorsqu'ils ont parlé aux journalistes avant de s'enfermer avec leurs collègues hier matin.

PHOTO CP

## La Russie défie Gorbatchev en proclamant que sa constitution prime celle de l'URSS

d'après Reuter, AFP et UPI

MOSCOW

La Fédération de Russie, la plus puissante des républiques d'URSS, a défie hier l'autorité du président Mikhaïl Gorbatchev en proclamant que sa constitution prime les lois de l'Union soviétique.

M. Gorbatchev, déjà aux prises avec un mouvement de révolte croissant dans les républiques périphériques (baltes surtout) et des affrontements interethniques

graves en Kirghizie et Ouzbékistan, a essayé de minimiser cette initiative.

Plaidant en faveur de l'unité des réformateurs en URSS, il a laissé entendre qu'il était prêt à enterrer ses divergences de vues avec Boris Eltsine, le nouveau président de la Fédération de Russie (RSFSR).

Le Congrès des députés de Russie (Parlement), qui légifère au nom de 160 millions d'habitants (sur un total de 280 millions de Soviétiques) a adopté par 544 voix contre 271 une déclaration

conférant à la constitution russe la primauté sur les lois soviétiques.

Sur la base de ce texte, qui s'intègre à une loi sur la souveraineté que l'on s'attend à voir adopter la semaine prochaine, le droit de passer outre aux lois de l'URSS peut être invoqué pour faire échec aux décisions politiques de Gorbatchev.

En adoptant de telles clauses, la Fédération de Russie s'engage à son tour sur la voie déjà tracée dès l'année dernière par les républiques baltes qui avaient, l'une

après l'autre, proclamé la prééminence des lois républiques sur les lois soviétiques.

M. Eltsine, dont les rapports avec Gorbatchev se sont tendus au fil des derniers mois, avait expliqué fin mai son ambition nouvelle pour une «souveraineté» de la Russie, «dans le sens le plus large». M. Eltsine reconnaît au «centre» l'autorité en matière de défense et de sécurité notamment.

À cette affirmation de la souve-

VOIR RUSSIE EN A 2

## Pour éviter les écoles ghettos, la CECM n'envisage le «busing» qu'en dernier recours

ANDRÉ PRATTE

La CECM va étudier au cours des prochains mois les moyens de réduire les concentrations d'allophones dans certaines de ses écoles secondaires, mais l'établissement de quotas et le transport d'élèves (*busing*) ne seront envisagés qu'en tout dernier recours, a fait savoir à *La Presse* cette semaine le président de la commission scolaire, Me Michel Pallascio.

Il faut examiner tous les moyens possibles pour mieux répartir la clientèle. Mais

est-ce que c'est possible de le faire sans léser les droits des gens, le moins possible en tout cas? Toutes les formules doivent être envisagées, mais je pense que le *busing* est réellement la dernière (...). Je ne l'élimine pas, mais c'est une mesure que je mettrai à la fin.

Au cours des audiences publiques que tenait la semaine dernière la CECM sur son projet de politique linguistique, plusieurs organismes ont souligné l'urgence de réduire la proportion d'allophones dans certaines écoles secondaires. Dans les écoles à forte concentration ethnique, a-t-on soutenu, l'anglais a tendance à devenir la langue commune et plusieurs élèves ont du mal à apprendre le français convenable-

ment et un groupe d'enseignants de l'école Saint-Luc ont suggéré aux commissaires d'étudier sérieusement la possibilité de transporter des allophones hors de leur quartier dans des écoles à forte majorité francophone. Une mesure qui ressemble beaucoup au *busing* en vigueur dans plusieurs villes américaines, où on transporte des élèves noirs dans les écoles de quartiers blancs, et vice-versa.

Me Pallascio estime que transporter des élèves dans une école qu'ils n'ont pas choisi constituerait «réellement une attaque aux droits de la personne, des étudiants». Il rappelle qu'aux États-Unis, le *busing* a provoqué une mini-revolution.

Me Pallascio se souvient aussi du tollé

qui a suivi le *busing* en une des

VOIR BUSING EN A 6



\* Nous avons déniche pour vous une valeur hors pair:

\* Un lecteur laser double cassette • 16 plages CD programmables • Accepte les disques 3 et 5 po • MF Stereo MA • Equalisateur 3 bandes • Chrome ou métal • Synchro Dubbing • Prise 12 volts • Se branche sur chaîne hi-fi.

LA MEILLEURE VALEUR DE SA CATÉGORIE

ETAIT 349\$

RABAIS DE 100\$

SAMSUNG